

## **Les associations suisses du corps intermédiaire des hautes écoles appellent au maintien du financement de la recherche et de l'enseignement en Suisse**

Le système suisse d'éducation et de recherche est aujourd'hui menacé par des coupes budgétaires sans précédent. Ces programmes de réduction des dépenses mettent en péril la stabilité et la qualité des universités, des instituts de recherche, des hautes écoles spécialisées et de l'ensemble de l'écosystème éducatif suisse, de l'enseignement primaire à supérieur.

En tant qu'associations représentant le corps intermédiaire en Suisse, nous joignons nos voix à celles des hautes écoles et institutions de recherche qui se sont fermement opposées à ces coupes lors d'une conférence conjointe le 11 février 2025 – à savoir swissuniversities, le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), les Académies suisses des sciences, le Conseil des EPF et Innosuisse. Ces établissements ont notamment relevé que les coupes drastiques dans les finances fédérales représentent une menace très claire pour la compétitivité du pays en matière de recherche et d'innovation scientifique. De fait, la réduction des contributions fédérales aux universités et du financement de la recherche entravera le développement d'institutions qui jouent un rôle clé dans la prospérité économique, culturelle et intellectuelle du pays.

Dans le cadre de ce débat, nous souhaitons mettre en avant la situation particulière du corps intermédiaire, qui serait affecté de manière disproportionnée si le Parlement adoptait les coupes prévues. De nombreuses enquêtes ont montré que les collaborateurs et collaboratrices du corps intermédiaire sont déjà confronté·es à une grande insécurité de l'emploi, principalement parce que plus de 80% des contrats dans les universités suisses sont à durée déterminée<sup>1</sup>. Alors que la situation est déjà difficile, les coupes annoncées menacent 700 projets de recherche financés par le FNS, ce qui met à son tour en péril 2'000 postes de recherche<sup>2</sup>. Ces postes sont pourtant essentiels pour l'avenir de la recherche scientifique et de l'enseignement. Ils nous permettent d'enseigner et de former des milliers d'étudiantes et étudiants chaque année, de publier et de partager les résultats de nos recherches, de développer nos connaissances et nos compétences, et de construire des réseaux nationaux et internationaux, ce qui profite à l'ensemble de la société. Indispensables au bon fonctionnement des hautes écoles, ces postes risquent de disparaître du jour au lendemain en raison de coupes budgétaires aveugles et brutales, qui ignorent les besoins de la société.

Les réductions prévues du financement de la mobilité auront en outre des répercussions sur les doctorant·es et les postdoctorant·es, en limitant les collaborations internationales et le développement de carrière<sup>3</sup>. De plus, dans le seul domaine des EPF, les réserves diminueront de plus d'un milliard d'ici 2028 (par rapport à 2019), rendant presque impossible tout investissement flexible et durable dans la recherche. Dans le même temps, la charge

---

<sup>1</sup> Pour les enquêtes sur le corps intermédiaire universitaire suisse, voir <https://campaign.petition-academia.ch/surveys-on-working-conditions/>

<sup>2</sup> Netzwerk Future, « Investir dans la formation, la recherche et l'innovation pour une Suisse plus prospère et plus sûre », <https://www.netzwerk-future.ch/data/Reseau-FUTURE-Mesures-dallegement-des-finances-papier-de-position.pdf>, 11.02.2025.

<sup>3</sup> « Vue d'ensemble des mesures et structure du rapport destiné à la consultation », <https://www.news.admin.ch/newsd/message/attachments/91623.pdf>, 29.01.2025.

d'enseignement du personnel scientifique continue d'augmenter, le nombre d'étudiants et d'étudiantes dans les EPF devant passer de 37'000 à 40'000 entre 2022 et 2025<sup>4</sup>.

Comme si cela ne suffisait pas, ces coupes compromettent les récents progrès accomplis grâce aux efforts nationaux visant à améliorer les conditions du personnel d'enseignement et de recherche de niveau intermédiaire. En octobre 2021, une pétition rassemblant plus de 8'600 signatures a été déposée à Berne<sup>5</sup>. Appelant à la création de postes stables dans le système universitaire suisse, elle avait comme objectif d'améliorer les conditions de vie et de travail du corps intermédiaire, de maintenir la qualité de l'éducation et de la recherche de la Suisse, et de renforcer son statut de pôle d'excellence scientifique. Le 9 juin 2022, le Parlement a voté un postulat reconnaissant la nécessité de prendre des mesures concrètes pour améliorer la situation<sup>6</sup>. À la suite de ce vote, un financement dédié à la relève scientifique a été approuvé par le biais d'une subvention basée sur des projets (PgB). Cette initiative représentait une occasion cruciale pour repenser la structure universitaire et remédier à des failles préoccupantes de notre système universitaire. Cependant, le financement PgB, qui soutient de nombreuses initiatives pour le corps intermédiaire, ne sera désormais alloué que pour 2025, rendant le déploiement de solutions quasiment impossible.

Si les coupes drastiques proposées sont mises en œuvre, les conséquences seront lourdes : réduction des postes de recherche, affaiblissement de la compétitivité internationale, et exode de scientifiques et d'enseignant·es de haut niveau au profit d'institutions étrangères mieux financées. Ces économies à court terme risquent d'entraîner des dommages durables, qui compromettront l'excellence académique, la capacité d'innovation, la vitalité culturelle et intellectuelle, et l'avenir économique de la Suisse. Ces coupes arbitraires et mal pensées menacent non seulement l'excellence académique du pays, mais aussi la qualité de sa recherche et de son enseignement. Plus largement, elles remettent en cause notre capacité à garantir un système éducatif public qui est à la fois excellent et accessible à l'ensemble de la population.

Nos politicien·nes doivent se demander ce qu'ils et elles auront réellement accompli lorsque, à force de mesures d'austérité, ils et elles auront vidé l'enseignement supérieur de sa substance, chassé les personnes qui le soutiennent, et dégradé la qualité de l'éducation aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire. En sapant ainsi les fondements de la construction des savoirs et de leur transmission, c'est l'avenir de la Suisse qu'ils et elles mettent en jeu.

ACIDUL (Université de Lausanne)  
ACORDER (Université de Genève)  
ACINE (Université de Neuchâtel)  
actionuni, representing scientific staff in Switzerland  
AMb (Haute école spécialisée bernoise)  
AVETH (EPF Zurich)  
AVUBA (Université de Bâle)  
CSWM (Université de Fribourg)  
ELSA (EPF Lausanne)

---

<sup>4</sup> <https://ethrat.ch/fr/domaine-des-epf/planification-financiere-et-planification-des-investissements/>

<sup>5</sup> Pour des informations sur cette mobilisation, voir <https://campaign.petition-academia.ch/>

<sup>6</sup> Pour les résultats de cette enquête, voir Haering, Barbara, Leimgruber, Vera, *Précarité, égalité des chances et relève académique dans le corps intermédiaire des hautes écoles suisses. État des lieux*, Zurich, 2023, [https://www.sbf.admin.ch/sbfi/fr/home/services/publications/base-de-donnees-des-publications/egalite\\_chances\\_soutien\\_releve\\_scientifique.html](https://www.sbf.admin.ch/sbfi/fr/home/services/publications/base-de-donnees-des-publications/egalite_chances_soutien_releve_scientifique.html)

MOL (Université de Lucerne)  
MVUB (Université de Berne)  
Représentant·es du corps intermédiaire au sein du Senato Accademico (Università della Svizzera Italiana)  
VAUZ (Université de Zurich)

Contact :

Joanna Haupt, coprésidente d'actionuni (allemand)

079 812 28 80

[joanna.haupt@actionuni.ch](mailto:joanna.haupt@actionuni.ch)

Laure Piguet, coprésidente d'actionuni (français et italien)

076 462 94 97

[laure.piguet@actionuni.ch](mailto:laure.piguet@actionuni.ch)